Pour une nouvelle alliance : Europe-Pays en développement et émergents

Le débat

Solidariser les luttes des salariés dans le monde

Un intervenant

Trois remarques :

Première remarque, il y a un frein énorme pour marquer des points dans l'opinion publique sur l'annulation de la dette. C'est l'idée, dans les pays développés, selon laquelle pourquoi paierions-nous des « éléphants blancs », des robinets en or, des armes etc. ? L'ensemble du mouvement, dans sa diversité, a vraiment intérêt à affirmer des objectifs d'action afin de gagner le plus largement l'opinion publique.



Deuxième remarque, sur les rapports entre les pays riches et les pays sous-développés. L'exemple de la récente affaire des médicaments contre le sida en Afrique du Sud montre qu'il est possible de gagner quand l'intervention des masses en Afrique et les premiers mouvements dans des pays tels que le nôtre font pression sur certains grands laboratoires. Ceux-ci ont dû reculer et autoriser l'Afrique du Sud à fabriquer des médicaments alors que certains d'entre eux préféraient garder le monopole quitte à laisser mourir des millions de personnes.

Dernière remarque, alors que la coopération avec les pays en voie de développement, et pas seulement eux, paraît presque utopique, l'idée que cette coopération est en germe dans les concurrences d'aujourd'hui me plait bien. Nous devons la faire fructifier.

Faire entendre la voix des peuples à la conférence de l'UIT de Genève en décembre 2003

Un intervenant

Militant communiste, fonctionnaire de France Télécom, militant syndicaliste CGT, adhérent de l'association « Coopération Solidarité » aux PTT

J'interviens sur l'accès aux réseaux de communication pour tous. Si on considère que l'accès à la communication pour tous est incontournable au même titre que le droit à l'eau, à l'énergie, à l'éducation, à la santé et que la communication est aussi un moyen de développement, alors il faut trouver les moyens d'en fournir l'exercice par l'investissement en infrastructures nécessaires, voire en formation et par une politique tarifaire en encourageant l'usage. Ce qui sous-tend d'amener les télécommunications partout et par conséquent de raccorder tous les villages.

France Télécom : une multinationale prédatrice

Le souci des opérateurs internationaux qui se partagent le marché n'est pas de répondre aux besoins des populations, mais bien la rentabilité à court terme des capitaux investis. Aussi, il n'y a rien à attendre d'eux pour couvrir les zones non rentables. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la télé densité (le nombre de lignes par habitant) n'est en Afrique que de l'ordre de 1,2% y compris les mobiles, et le nombre d'internautes est estimé à 4 millions pour 800 millions d'habitants, soit 0,5 %.

France Télécom, en partie privatisée, se comporte comme une multinationale en participant au monopoly mondial des fusions-acquisitions. Dans la privatisation des opérateurs africains, réalisée sous la pression des institutions internationales (FMI etc.), France Télécom n'est pas en reste pour s'offrir une part du gâteau. En Afrique, France Télécom a des filiales au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en Guinée Equatoriale, en Centre Afrique, en Afrique du Sud, en Égypte, à Madagascar, à l'Ile Maurice… Son Chiffre d'affaires à l'international a augmenté de 77 % en 2001, il représente 36 % du C.A. global.

Peser sur le sommet mondial

Aussi, pour réparer cette fracture dite « numérique », il convient de réfléchir au moyen de peser sur les pouvoirs publics, les institutions internationales et les opérateurs. L'occasion en est offerte par le Sommet mondial sur la société de l'information du 10 au 12 décembre 2003 à Genève sous l'égide de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). C'est une agence spécialisée de l'ONU.

Ce sommet doit adopter deux documents-cadres, une déclaration de principe et un plan d'action pour que la société de l'information soit démocratique, respectueuse de la diversité culturelle et offre des perspectives de développement équitable pour chacun.

Ne faut-il pas réfléchir à la participation française, en particulier des ONG, envisager de mettre en place un comité de préparation pour élaborer une plate-forme minimale d'objectifs et de moyens pour les atteindre et interpeller les pouvoirs publics français sur ce que représentant de la France à l'UIT ?

Au sein de l'UIT, les opérateurs de télécommunications pratiquent le loobying et, en fait, exercent le pouvoir. L'UIT dont l'objectif devrait être de mettre les télécommunications au service du développement, en fait, ne prône qu'un seul moyen, la déréglementation et la privatisation des opérateurs.

L'UIT doit être contestée dans son organisation et une représentation de la société civile exigée. Elle doit dégager des moyens pour financer les projets décidés par la société civile. Un point de la plate-forme doit être une proposition de réforme de l'IUT dans ce sens.

Des propositions ont été élaborées par des ONG dans différents cadres. Cette base pourrait servir pour élaborer la plate-forme. Les objectifs :

– un téléphone par village et à moins de cinq kilomètres de toute habitation ;

– une télé densité de deux lignes pour cent habitants y compris les mobiles à l'horizon 2007, on pourrait proposer peut-être un objectif d'aménagement du territoire.

Il s'agit donc bien de construire des réseaux, de mettre en place à l'échelle internationale une politique de service universel pour répondre aux besoins. Dans les pays du Sud, les efforts combinés de la puissance publique, des acteurs privés et du tiers associatif pourront tendre vers ce service universel par le déploiement d'infrastructure et la multiplication des points d'accès.

Le financement des infrastructures, services et sites Internet, contenus et même formation doit s'inscrire dans les moyens de réparer la facture Nord-Sud aggravé par l'ultra libéralisme avec l'annulation de la dette, le retour à une aide au développement conséquente : 1 % du PIB comme objectif et non 0,7 %. Pour cela, des réformes des institutions financières FMI, Banque Mondiale, OMC, IUT s'imposent aussi. Des mesures spécifiques sur les opérateurs pourraient aussi financer, par un Fonds de solidarité, le droit à la communication pour tous : taxation des bénéfices, révision de la répartition des taxes, incitation au réinvestissement sur place, lutte contre les gâchis de la concurrence qui multiplie les réseaux…

Dépasser l'obstacle de la division des salariés dans le monde

Claude Josserand
Syndicaliste chez Alcatel

Chez Alcatel nous sommes directement confrontés à la concurrence entre les salariés, avec des délocalisations de productions et d'études. On a tenté de prendre des contacts avec des embryons de syndicats dans certains pays en voie de développement. Et, c'est vrai que nous avons eu du mal à trouver des points de convergence. Un emploi délocalisé, par exemple au Maroc, y est une providence. Expliquer que cela se fait au détriment des salariés français, c'est assez compliqué. Quant à l'idée d'amener de la protection sociale chez eux, c'est encore assez mal perçu puisque, pour eux, c'est vécu comme un frein au développement de l'emploi.

Je suis d'accord avec les perspectives tracées par Nasser Mansouri Guilani, mais dans l'immédiat, dans les entreprises, nous sommes confrontés à ce problème du patron affirmant qu'il peut trouver à l'étranger pour dix fois moins cher ce qui se fait en France. Concrètement nous sommes en difficulté.

Mettre les entreprises publiques au service du codéveloppement des populations de la planète

Olivier Frachon
Syndicaliste CGT à l'EDF, secrétaire du comité central d'entreprise

Je partage l'idée que les questions de financement sont déterminantes. Nous sommes dans des entreprises multinationales implantées en Argentine, au Brésil, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, et pas de manière mineure.

Le défi du financement

Les besoins de financement sont phénoménaux : deux milliards d'êtres humains n'ont pas l'électricité. Les besoins de construction de moyens de production en Europe, élargie aux pays scandinaves, ce sont 2000 centrales dans les vingt prochaines années. Aujourd'hui, la surcapacité momentanée en Europe le fait peut-être oublier. Dans les années à venir les problèmes de financement, l'accès à la ressource financière seront un enjeu essentiel.

Cette question n'est pas posée, pas plus que la question des structures bancaires européennes et internationales alors que la Banque Européenne d'Investissement (BEI), qui devrait être mise au service du développement, finance les groupes, particulièrement privés, dans leur stratégie de captation d'entreprises au niveau mondial. Endosa, l'entreprise espagnole, a reçu du crédit bonifié pour acheter des entreprises. Le rôle des institutions financières aboutit à l'accélération de la financiarisation. L'intervention sur ces questions est incontournable.

Mais, en même temps, elle n'est pas suffisante, nous avons besoin en tant que syndicalistes salariés, d'ouvrir des perspectives immédiates au quotidien. On ne peut pas simplement renvoyer la question à la régulation des institutions financières internationales même si elle est nécessaire. La régulation ne passe pas simplement par ces institutions.

Pour des services publics de nouveau type

Mon entreprise publique, est aussi un outil de régulation, d'intervention d'une maîtrise publique. Cette question est en débat à travers les privatisations. Le débat ouvert par Laurent Fabius et Dominique Strauss Kahn, je le prends comme un débat éminemment politique.

Du côté de Porto Alegre il y a eu une idée de résistance et de construction d'alternative. Dans cette alternative, les services publics de nouveau type seraient un moyen de résistance, voire d'alternative aux marchés pour un développement plus humain, plus solidaire et respectueux de l'environnement. Ce service public est actuellement à la foi réalisé sur des missions et par des entreprises. En réglant la question de l'ouverture du capital, on banaliserait une spécificité qui était l'outil de régulation : le caractère public de la propriété. Finalement Dominique Strauss Kahn et Laurent

Fabius s'alignent sur la position de Tony Blair qui ne se préoccupe pas de la structure industrielle, il s'agit d'une régulation à minima.

Il y a une rupture dans le développement international d'EDF. D'une prise de participation par ici ou par là, où on s'intéressait simplement à la rentabilité du capital, on est passé à une volonté de prendre du poids, du pouvoir, à l'international, d'impulser un projet industriel, d'imposer des méthodes de travail. EDF considère que l'efficacité française peut être appliquée partout. Où va la richesse, c'est à un autre débat.

Au Brésil, en Argentine, EDF est toujours présente alors que les Américains sont partis. La nationalité du capital n'est donc pas sans conséquence, parce qu'il est public, il y a des possibilités d'interventions et de débats au sein de l'entreprise Cela introduit des contradictions dont il faut s'emparer.

Conquérir de nouveaux pouvoirs

Dernier point, dans le débat sur la gouvernance d'entreprise et la mise aux normes américaines, il y a un danger idéologique et économique. Exiger un niveau de rentabilité des investissements n'a pas les mêmes conséquences en termes de réponse aux besoins.

Les comités d'entreprise, nationaux, européens, voire continentaux (on n'est en train de mettre en place à l'EDF un comité d'entreprise en Amérique latine) peuvent permettre aux différentes filiales d'EDF et GDF de pouvoir se rencontrer, discuter et investir le champ de l'économie. Pour finir, entreprise nationalisée, nous sommes obligés de réfléchir dans le cadre d'entreprises européennes.

De la politique qui donne du sens aux luttes et des pouvoirs aux salariés

Francine Blanche
Syndicaliste CGT au Comité central d'entreprise d'Alstom

Comment trouver le moyen pour influer, pour gagner ensemble ? Dans deux semaines, 130 salariés de notre entreprise doivent être vendus à un concurrent, non pas parce que l'entreprise a des difficultés financières, mais simplement parce que la direction du groupe Alstom a besoin de liquidités. Cette direction affirme : « puisse que vous êtes rentables on peut vous vendre plus cher, et encore plus cher si on vend les salariés avec ».

J'ai cinq soucis :

– pour agir nous avons un problème réel de méconnaissance, de compréhension, de ce qui se passe aujourd'hui dans les groupes multinationaux. Par exemple, nous vivons dans la hantise totale et quotidienne de l'article L. 222 - 12 du Code du travail. On vend une activité avec les gens et vous n'avez rien à dire puisque soi-disant vous gardez votre travail, alors qu'il y a eu des dizaines de milliers d'emplois supprimés sous couvert de cet article ;

– il y a une terrible différence de relation au temps à résoudre. Nous devons prendre des décisions chaque jour. Effectivement, nous avons besoin de lieux pour réfléchir ensemble sur la stratégie des groupes, croiser nos expériences,. nos recherches. Mais nous avons aussi besoin de réponses immédiates ;

– le respect de l'indépendance de chacun . Le mouvement social n'est pas homogène, ni d'ailleurs le salariat. Si nous voulons travailler mieux ensemble, il faut respecter l'indépendance ;

– il faut respecter la citoyenneté. Il ne faut pas venir ponctuellement devant la porte d'une entreprise pour apporter la bonne parole, mais construire chaque jour des rapports concrets et construire ensemble pour écrire des lois qui correspondent aux besoins des salariés et non pas des lois qui vont permettre par une mauvaise interprétation du patron de les tourner contre les salariés ;

– avoir un mouvement sans de nouveaux rapports aux médias est impossible. Il faut être capable d'intéresser à une lutte.

Que peut la politique? Avoir du courage. Si la population a élu un certain nombre de représentants, qu'ils utilisent leur pouvoir afin faire respecter les lois, par exemple celles de consultation et d'information. On n'a pas besoin d'étatisation mais de démocratisation, de droits d'intervention, de droit de veto, de nous laisser travailler, de permettre aux citoyens d'assumer pleinement leurs pouvoirs .

De l'entreprise aux institutions financières mondiales : des luttes transformatrices et cohérentes

Alain Obadia
Membre de la présidence du Conseil national du Pcf

Paul Boccara à parlé de critères de gestion dans les entreprises et au plan international. C'est exactement la liaison entre des batailles concrètes au niveau des entreprises et les grandes batailles au niveau international. Finalement c'est de même nature, la question de savoir à quoi sert l'activité humaine, est-ce que sa finalité c'est le profit, la domination financière ou est-ce que c'est le développement social et humain, la coopération, le développement des territoires, le respect des générations futures, de la planète etc.

Première idée, nous avons intérêt à être plus fort et plus actifs sur ces questions d'intervention des salariés dans les gestions et sur la liaison que l'on fait avec les problèmes globaux, internationaux. Sinon nous risquons de séparer le revendicatif quotidien, sur lequel on sera tous d'accord, et de l'autre côté, les transformations nécessaires, mais que l'on rejetterai dans un hypothétique grand soir. Je pense qu'il faut casser ce schéma.

Deuxième idée, nous arrivons à faire, dans le débat, des questions concrètes des objectifs de luttes internationales. Cela se passe concrètement dans chacune des entreprises : France Télécom, EDF, Alstom etc. Mais, par exemple, j'ai trouvé important que l'on dise qu'il y a une bataille à mener en Europe pour transformer les objectifs européens par rapport aux organisations internationales, mais aussi transformer l'orientation de l'Europe. Je me réfère à ce qu'à dit Paul Boccara. C'est très important parce qu'on est en train de dépasser une de nos tendances historiques, celle d'être des spectateurs critiques de la construction européenne. Or, il y a des batailles concrètes à mener.

Je dirais la même chose sur la transformation des organisations internationales. Par exemple, c'est très important que par rapport à la proposition de Jean-Pierre Chevènement de suppression du FMI, on dise ici que ce n'est pas la bonne voie et qu'il faille se battre pour sa transformation radicale, car il y a besoin d'organismes multilatéraux permettant la coopération monétaire. Nous avons des choses à dire sur l'OMC,organisme multilatéral dominant et envahissant. On a l'impression que tout est marchandise et donc que tout doit passer par l'OMC. Il faut se battre contre ces orienta-

tions et sur le fait que tout n'est pas marchandise. D'autre part, il est important de se battre pour que des normes sociales, aujourd'hui définies par une Organisation Internationale du Travail (OIT) sans moyen, que des normes environnementales comme le protocole de Kyoto, ou que des normes de développement, soient des critères qui prennent une importance essentielle.

Mettre les entreprises publiques au service de la coopération nord-sud

Dominique Lacaze
Agent de maîtrise SNCF

Je suis partie au Congo Brazzaville pour une mission de contrôle des recettes. Il y a une ligne de chemin de fer qui part de Pointe Noire jusqu'à Brazzaville et qui dessert les pays environnants. C'est une ligne vitale et unique pour les Congolais. C'est grâce au train uniquement qu'ils peuvent vivre.

Après la guerre, ce pays est en pleine reconstruction. Il a besoin du chemin de fer pour l'entrée et la sortie des marchandises. Je désire y retourner, mais la SNCF refuse. Elle se modernise, se décentralise, il y a énormément de gâchis de matériel. Mais, nous n'avons pas l'intention de leur fournir du matériel qui, s'il est obsolète pour nous, est vital pour eux.

Des pouvoirs pour intervenir en amont des décisions

Bernard Devert
Syndicaliste chez EADS

Pendant de nombreuses années, on a enseigné que les lois économiques étaient immuables. Mais ce qui est en train de bouger, c'est que le fatalisme imposé masque en réalité, une véritable politique.

Face aux groupes, il semble que les citoyens aient de moins en moins de prise sur leurs décisions. Ceci est en train de bouger. Mais nous devons être lucides, ces groupes qui se constituent avec des moyens énormes ont imposé des choix aux gouvernements.

Cette question de la politique, de son poids est pertinente. Comment donner aux travailleurs, cette possibilité d'intervention ? J'entends ce que dit Nasser Mansouri Guilani sur les mouvements sociaux, mais dans la politique, on ne peut pas exclure les gouvernements et les élus.

Comment intervenir politiquement et peser dans le concret ? Il y a une articulation à construire. La question des privatisations en est une, non seulement des services publics, mais du secteur industriel. Il y a un terreau chez les salariés en termes de droit, pour qu'ils puissent intervenir en amont des décisions. Il y a eu un jugement favorable aux salariés d'EADS qui étaient accusés d'avoir donné des renseignements à la presse. Or, si cette tentative n'avait pas été repoussée, c'était le droit boursier qui prenait le pas sur le droit du travail. C'est un point d'appui pour remettre en cause la dictature des actionnaires.

Il me semble qu'il ne conviendrait de montrer l'inefficacité, l'incapacité des actionnaires à répondre à l'intérêt général de l'entreprise. Il convient donc de distinguer l'entreprise où les salariés créent les richesses et les choix des actionnaires qui tuent l'entreprise, les potentiels d'innovation. Il faut donc réhabiliter le travail par une démocratisation et une maîtrise des finalités de l'entreprise.

Un réseau d'information, de solidarité et d'interventions depuis l'entreprise et le bassin d'emploi jusqu'au niveau interzonal et mondial

Yves Dimicoli
Membre de la présidence du Conseil national du Pcf

Je veux partir du constat de l'extrême interdépendance du monde dans lequel on vit tandis que les Etats nationaux ou leurs ententes interviennent pour, en quelque sorte, soutenir ou défendre les marchés financiers. On peut mesurer l'énorme besoin, à cause de cette interdépendance, de convergences de luttes pour faire triompher une nouvelle vision du social très audacieuse en réponse aux possibilités offertes par la révolution technologique informationelle et à ces exigences, mais aussi des luttes convergentes sur les moyens financiers et sur les pouvoirs permettant d'atteindre ces objectifs.

Premier point, on voit bien que les questions de monnaie et de financement sont au cœur des antagonismes et des difficultés, en Argentine, en Europe ou ailleurs. Il faut construire des interventions concertées et convergentes sur ces questions si on veut que les luttes soient triomphantes durablement.

C'est là une faiblesse traditionnelle, y compris dans des mouvements comme ATTAC. On avance, à juste titre, la taxe Tobin mais, comme l'a pointé Paul Boccara ce matin, on ne va pas s'en sortir exclusivement par des taxes. Il y a besoin de nouveaux financements avec une création monétaire partagée et donc d'une réorientation des institutions et même d'une créativité institutionnelle.

Je n'insiste pas sur l'ampleur de la domination américaine, du dollar, du marché financier américain. Mais il faut voir qu'il y a un système en cause, des comportements, des règles, d'énormes attractions vers les Etats-Unis mais il y a aussi des capitaux « collaborateurs » dans ce mouvement avec une responsabilité des entreprises, y compris des entreprises publiques et des banques. Par exemple, en ce moment, il y a d'importantes liquidités qui sont mises à la disposition des opérateurs dans le monde. Elles servent à alimenter des placements financiers ou à permettre de nouveaux crédits qui vont faire des placements financiers, au lieu de servir à des projets pour l'emploi, la formation, un co-développement.

Deuxième point, je pense qu'il y a un rôle très important de l'Europe et de l'Union européenne dans cette bataille. Les Argentins ont raison d'interpeller l'Europe. Comment construire des débuts de réponse à cette interpellation ? On voit l'Europe avec un euro dominé par les marchés financiers américains- ce qui explique sa chute par rapport au dollar- derrière laquelle il y a des comportements d'entreprises et de banques, d'entreprises françaises, de banques françaises, espagnoles, allemandes etc. qui conduisent à ce que le crédit européen est mobilisé avant tout pour la Finance, pour des exportations de capitaux aux Etats-Unis. Ce faisant, c'est toute l'Union européenne qui est en train de se couper du monde parce qu'elle est polarisée par le marché financier et ne peut pas répondre efficacement aux appels du monde et aux interpellations.

Il y a besoin d'avancer en commun sur l'exigence d'une sécurisation de l'emploi, de la formation, des conditions de vie ici et ailleurs. Par exemple, on a vu la responsabilité d'entreprises françaises ou espagnoles en Argentine. Or quelle est la réponse de ces entreprises en Argentine ? Valéo

dit « je ferme », Gaz de France dit « je vais fermer et m'en aller », et les dirigeants européens disent « mes intérêts économiques ! », comme on peut dire « ma cassette ! ». Lorsque les Argentins les interpellent, ils répondent « nous n'avons pas les moyens financiers d'une telle intervention, adresser vous au FMI ». Ce n'est plus possible ! Que fait-on ? Il y a un intérêt commun à une réponse efficace des entreprises françaises et européennes aux exigences d'emploi et de formation en Argentine comme chez nous. Comment est-ce que nous arrivons ensemble à imposer une responsabilisation sociale et territoriale de ces entreprises ? Pourquoi, par exemple, n'y aurait-il pas des crédits particuliers qui seraient accordés pour permettre le redressement de l'emploi sur les emprises argentines de ces entreprises avec une sélectivité des taux d'intérêt, c'est-à-dire des taux d'intérêt abaissés quand les programmes servent à augmenter l'emploi et des taux d'intérêt relevés quand les programmes servent à financer les placements financiers ?

Troisième point. Ne faudrait-il pas nous saisir des échéances importantes qui sont devant nous en répondant à l'interpellation de notre ami Julio C. Gambina ? C'est le Sommet Union européenne-Mercosur du 18 et 19 mai 2002 à Madrid. Cette réunion sera préparée par des rencontres de la société civile. Ne peut-on pas décider de la préparer pour aider à faire monter des exigences concrètes de réponse à l'interpellation des Européens par les Argentins en matière, notamment, de financement et de monnaie avec la perspective d'une nouvelle utilisation de l'euro ? Deuxièmement, il y a l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale en octobre prochain. Ne peut-on le préparer ensemble pour faire réseau ? Enfin dernière échéance, le Forum social européen qui doit se tenir en février 2003, nous pouvons aussi le préparer avec la même exigence d'une réponse concrète de la France, de l'Union européenne aux interpellations de nos amis Argentins, ce qui nous permettra d'être beaucoup plus efficace pour traiter d'autres cas de ce type, avec la visée stratégique d'une alliance nouvelle entre les pays de l'Union européenne et les pays émergents et en développement face au super-impérialisme des Etats-Unis. Je propose que nous décidions de former un réseau d'information, de solidarité et d'interventions avec nos amis Argentins, nos amis Espagnols, nos amis Allemands etc. qui pourraient commencer à préparer effectivement et faire monter des exigences sur les politiques à cette occasion.

Arménie : comment sortir de toutes les dominations ?

Georges Agopian
Responsable de l'association France-Arménie à Villejuif

L'Arménie était une des Républiques les plus appréciées de l'Union Soviétique. Le régime actuel a reçu un héritage économique positif. Aujourd'hui, il existe un blocus établi par la Turquie, les Azérii. On a réussi à établir un pont qui la relie à l'Iran afin de la désenclaver en partie.

L'Arménie était peuplée de 3,7 millions d'habitants, plus de un millions de jeunes Arméniens ont fui le pays en raison de l'absence de travail, des fonctionnaires irrégulièrement rémunérés, de la misère, de l'absence d'espoir. La mafia s'installe, d'où le départ vers le « rêve facile » de l'Occident.

La corruption est visible à Erevan, les maffieux s'approprient des richesses au détriment du peuple. Le gouvernement ne se donne pas les moyens de les combattre. La diaspora envoie des fonds dont elle contrôle les projets, le FMI envoie de l'argent qui profitent aux corrupteurs. ? Les financiers vont amener le peuple arménien à travailler pour rien. Comment faire pour arrêter l'hémorragie, donner le pouvoir au peuple ?

Ancrer la politique dans les exigences des salariés

Francis Velain
Syndicaliste chez Thalès communication

… « Que peut faire la politique » renvoie à « où peut-on intervenir » ?

Nous sommes dans une phase où de plus en plus de gens en France et dans le monde voient concrètement la matérialisation de la mondialisation. Par exemple, Alcatel vend du jour au lendemain 6 000 salariés européens à un repreneur américain style Tapie. Parmi ces salariés, des ingénieurs et des cadres qui ont souvent acheté des actions lors de la privatisation d'Alcatel. La politique doit aller à la rencontre du salariat. La mondialisation se matérialise très fortement au niveau des entreprises.

Entreprise par entreprise, il faut développer des réseaux, des relations avec le politique pour réfléchir à la situation de chacune d'elles. A partir de leur vécu et de besoins sociaux à satisfaire, les salariés déterminent un mode d'intervention. Pour traiter jusqu'au bout des questions de financement, on a besoin de se nourrir des luttes en lien avec les besoins sociaux de salaires, de qualifications ?

Le politique doit nous aider à réfléchir à la conception de l'entreprise, sa responsabilité par rapport à la société et au monde. Une entreprise créée des richesses. La façon de les produire et le lieu où on les réalise ne sont pas neutres.

On a besoin d'avancer sur des droits nouveaux pour renverser des pouvoirs. Une entreprise ne peut pas appartenir qu'aux actionnaires. Les salariés doivent avoir la parole sur la marche de leur entreprise, sur les choix stratégiques de développement donc sur les choix de financements, technologiques et de production. Les entreprises doivent devenir des lieux de confrontation sur ces questions. Le politique qui organise les rapports sociaux doit l'imposer. C'est une interpellation auprès des élus. Si les droits actuels des salariés sont structurés sur les formes juridiques de l'entreprise, l'organisation de la production par le capital et les circuits financiers, eux, sont connectés sur d'autres impératifs, industriels, réels ; Les droits sont en décalage avec le fonctionnement réel de l'entreprise. Dans les CCE ou les comités de groupe entreprises, on a donc besoin de travailler sur la restructuration des ces droits.

Coopération Union européenne-Méditérannée : de nouvelles opportunités

Kamal Amdane
Economiste libanais

Premier point, les années 1990 ont été marquées par une contradiction de plus en plus grande entre le discours, la littérature économique et sociale, d'un côté, et la réalité, de l'autre. Une dizaine de sommets internationaux sur la pauvreté, sur le travail, sur la femme, sur l'intégration sociale etc. se sont tenus, avec notamment la société civile du Sud et du Nord, toute une littérature s'est

développée sur les droits sociaux. Mais, finalement, le marché a structuré dans le sens d'une plus grande polarisation en faveur des riches du Nord et du Sud également.

Il est équivoque de voir le FMI et la Banque Mondiale nous donner des leçons pour combattre la pauvreté. Il est équivoque également de voir que le partenariat euro-méditerranéen, malgré toutes ces potentialités, n'a finalement, du moins du point de vue des pays du Sud, développé que sa composante liée aux échanges, au commerce. On y parle beaucoup de sa composante sociale, mais sans progrès des conditions de travail des salariés du Sud, des réseaux de sécurité, du droit au travail, de l'emploi. Tout cela vient à la fin, après que les vrais intérêts aient été satisfaits en faveur des firmes multinationales, des gouvernements et des groupes de pression au pouvoir.

Ainsi, certaines entreprises multinationales et publiques, françaises et italiennes ont eu la majeure partie des projets de reconstruction du Liban. Dans les télécommunications on arrive à un taux de rentabilité interne de 60%. C'est historique. En 1994, au moment de la décision du contrat, il était question de 200 000 lignes au maximum, aujourd'hui on est arrivé à 800 000 lignes avec un taux de rentabilité énorme. EDF est, depuis un quart de siècle, le consultant du gouvernement libanais pour l'électricité. Pendant dix ans, ce sont 1,5 milliard de francs (240 millions d'?? investis pour un pays de3,5 millions d'habitants pour des générateurs, des équipements de production conçus pour le gaz. Or, ils ont été mis en service avec du fioul et beaucoup de pertes, une faible productivité.

Puisque nous sommes des deux côtés de la méditerranée, et que nous avons des intérêt communs, dans quelle mesure peut-on réduire ce fossé en terme d'informations sachant que nos gouvernements et nos peuples assument de grandes responsabilités. Pour nos causes communes, il doit certainement y avoir un champs où l'on peut développer nos rapports et résoudre certains problèmes.

Un deuxième point, la financiarisation progressive de l'économie internationale incarne dans une certaine mesure un des modes de gestion des contradictions du capitalisme, y compris ses crises cycliques, et éventuellement, les anciennes crises de surproduction. Les peuples du Nord et ceux du Sud souffrent de cette financiarisation en terme de travail, d'instabilité économique, de défis de pouvoirs d'achat pour les couches moyennes etc. On estime à 900 milliards de dollars l'épargne des pays du Sud, et plus spécifiquement du monde arabe drainés vers les marchés financiers des pays du Nord. Plutôt que des facteurs attrayants du Nord, cette fuite de capitaux s'expliques aussi et surtout par des facteurs « répulsifs » au Sud : inégalités, manque de démocratie, dictatures militaires, « maladies religieuses » qui ne concernent qu'une minorité des populations arabes etc.

N'existe-t-il pas de possibilité entre progressistes de porter plus d'attention à ce défi de la financiarisation non seulement en terme de généralité mais en terme de réponse adéquate aux détails des question ?

Troisième point, nous aurons des nuances pour définir le domaine public. Comment le définir ? Comment définir les service public, les interventions de l'Etat ? Dans nos pays, ce qu'on appelle intervention de l'Etat sont de trois sources : ou bien le colonialisme français et anglais, ou bien les faillites anciennes du secteur privé, ou bien les revendications sociales.

Avec tous les problèmes que nos secteurs publics connaissent (déficits, salaires très bas, réseaux de sécurité très peu effectifs…), n'a-t-on pas le droit de redéfinir le service public dans le sens un sens plus étroit du terme et de dire que ce domaine ne doit pas être privatisable et, à côté, d'envisager des privatisations, d'un autre type grâce à un rapport de force politique, et en s'inspirant de la Chine pour ce qui dépasse le domaine du service public.

Dernier point, l'Europe est sollicitée pour assumer ses responsabilités. Pour cela, elle ne doit pas attendre que les Américains donnent le feu vert. Dans la plupart des régimes arabes depuis longtemps inféodés aux intérêts américains, une nouvelle donne stratégique apparaît après tant d'humiliations subies et il y a une certaine tendance à repenser les rapports avec les Etats-unis après un demi-siècle d'alliance.

Trois domaines spécifiques commencent à se dégager :

– dans les échanges avec les grands blocs économiques dans le monde, Europe, Etats-unis, Japon, Asie, certains pensent qu'il faut faire un geste en direction de l'Europe et aux dépens des Américains ;

– pour la monnaie, la question de substituer progressivement l'euro au dollar comme monnaie de réserve se pose dans les pays arabes ;

– il s'agit enfin de limiter le rôle des multinationales pétrolières américaines, comme intermédiaire dans la commercialisation du pétrole arabe. Mais, si l'Europe reste figée en attendant l'autorisation des Etats-unis, elle ne saisira pas ces opportunités.

Intervenir pour commencer à transformer les institutions financières

Denis Durand
Syndicaliste à la Banque de France

Pour réaliser les objectifs sociaux et modifier le sens de la mondialisation, il faut aussi intervenir sur les institutions financières. Toutes ces institutions comptent en France 600 000 salariés qui ne sont pas les derniers à mener des batailles sociales (Crédit Foncier de France, Caisses d'Epargne etc.) : ces luttes peuvent contribuer à transformer le fonctionnement d'ensemble du système financier.

Par exemple, l'indépendance de la Banque centrale européenne, sa focalisation sur une définition très étroite de la stabilité des prix ont pour objet de verrouiller toutes les politiques monétaires et économiques, au nom d'une conception qui confond l'intérêt des peuples européens avec celui des multinationales et des marchés financiers.

Beaucoup d'économistes et de responsables politiques de toutes tendances disent aujourd'hui « il ne faut pas que la BCE s'occupe seulement des prix, mais aussi de l'emploi, et donc il faudrait qu'elle baisse davantage ses taux d'intérêt ». Mais ne faut-il pas aller plus loin ? En 2001, la BCE a quelque peu assoupli sa politique monétaire, surtout après le 11 septembre. Cela a été bénéfique pour les marchés financiers qui ne se sont pas effondrés mais quels ont été les effets sur l'emploi et la croissance ? Les enquêtes de conjoncture, en France comme aux Etats-Unis, montrent que malgré la baisse des taux d'intérêt, les conditions de crédit pour les entreprises se sont durcies. Cela veut dire qu'une intervention trop globale sur le levier macro économique n'est pas assez efficace pour assurer une croissance durable et une amélioration de l'emploi.

Il faut être plus puissant et plus précis que cela. **On peut agir, au niveau microéconomique – celui où les luttes sociales peuvent avoir une prise efficace – en mobilisant**

des financements incitatifs pour l'emploi et la croissance. Techniquement, la BCE possède tous les instruments qui le lui permettraient. Elle pourrait favoriser sélectivement le financement des banques qui font du crédit pour l'emploi et la formation, et pénaliser celles qui favorisent les spéculations financières. Mais pour cela, il faut des institutions appropriées, c'est-à-dire un Système Européen de Banques Centrales (SEBC) qui soit en prise sur les entreprises, les régions, les bassins d'emplois, les salariés, les citoyens etc. Il y a une énorme demande sociale pour cela. Par exemple, il y a quelques mois, les salariés de Moulinex ont interpellé les institutions financières et la Banque de France sur leur responsabilité dans les difficultés de leur entreprise.

Notre expérience des luttes et des débats syndicaux à la Banque de France m'a convaincu qu'il est possible d'obtenir des avancées dans ce domaine. Ainsi, la Banque de France a 211 succursales sur l'ensemble du territoire français. Ce sont des endroits où l'on observe l'économie locale et où l'on peut favoriser les financements de projets au service des populations des territoires. Or c'est tout récemment seulement – en 1998 – que cette mission a été reconnue dans la loi, par un amendement communiste soutenu par les syndicats de la Banque de France. Cet exemple montre qu'une convergence entre des mobilisations sociales, des initiatives politiques et des interventions dans les institutions peuvent commencer à changer des institutions financières aussi importantes que le Système européen de banques centrales.

Mener de pair les interventions politiques et les luttes sociales

Julio C. Gambina
Président d'Attac-Argentine

Les propositions de travail me semblent très intéressantes et cohérentes avec la campagne que nous menons aussi bien en Argentine qu'avec le Forum social mondial car les thèmes politiques et sociaux doivent avancer de pair.

Je voudrais aussi souligner trois points :

• Premier point : s'opposer à la baisse des coûts salariaux sur toute la planète

Dans le débat stimulant que nous avons, en lien avec ma participation comme militant à la Centrale des travailleurs argentins (CTA), j'ai entendu plusieurs interventions de militants d'entreprise et syndicaux. Nous devons prendre date du fait que, contrairement à ce que beaucoup prétendent, la salarisation avance. Il y a de plus en plus de travailleurs avec de mauvais salaires et surexploités, des travailleurs de plus en plus qualifiés, et aussi de nouveau travailleur de notre époque, celui de la mondialisation qui passe plus de temps hors du travail qu'en emploi -chômeur, travailleur de l'économie informelle, précaire- à qui on diminue petit à petit le salaire… Dans mon pays, des travailleurs qui luttent pour un revenu minimum de 100 dollars, 50 dollars après la dévaluation, ont été victimes de représailles ou assassinés.

Certains économistes progressistes, nous disaient que le salaire social que nous demandons de 500 dollars était impossible à payer dans certaines zones particulièrement appauvries. Nous pensons que nous devons lutter pour ce qui parait impossible car nous ne pourrons pas continuer à réduire la revendication salariale…

… S'il y a un fait central dans l'offensive du capital sur le travail depuis les années 1970, c'est une offensive contre le salaire direct et le salaire indirect, les « coûts salariaux ». C'est pour cela qu'ils sont contre les salaires et les dépenses de l'Etat.

Notre problème est de trouver la forme d'internationalisation de la lutte des travailleurs. Ce problème est aussi vieux que la première internationale, mais c'est beaucoup plus réel aujourd'hui qu'à l'époque. Alors il y avait aussi une mondialisation, puis pendant toute une période le capitalisme s'est plutôt appuyé sur les marchés internes. A notre époque de développement de la mondialisation, la solidarité internationale entre les travailleurs doit renaître. Il faut penser à de nouvelles formes de syndicalisation. La CTA regroupe les travailleurs même s'ils ne se trouvent dans aucune entreprise, les chômeurs, les retraités, ceux qui travaillent à leur compte…

• Second point : pour qui un tel financement ? Et pour quoi ?

Que s'est-il passé avec les financements qui ont été donnés à la Russie pendant la crise de 1998 ? Que s'est-il passé avec l'argent qu'a reçu l'Argentine ces dernières années ? J'ai essayé de montrer que l'argent rentré en Argentine repartait vers l'extérieur aussi rapidement. Et ce n'était pas les travailleurs qui l'utilisaient, ni les petits entrepreneurs, ou les petits producteurs.



Un financement « non discriminé » donné aux dirigeants actuels de l'Argentine, de l'Amérique latine ou d'autres continents peut être une aide à la fuite des capitaux. Donc il doit être contrôlé de manière très précise pour savoir à qui sont destinés ces fonds. C'est pour cela que peut-être, de manière polémique, quand on affirme que la Taxe Tobin n'est qu'un petit « grain de sable », à notre point de vue cela va beaucoup plus loin. Cela permet d'élargir le nombre de gens qui luttent contre la mondialisation financière,… la spéculation financière de Soros et de la City bank, du FMI ou de la Banque Mondiale, de la pensée hégémonique de la Finance globale.

• Le troisième point : les relations entre le public, l'étatique et le privé

Il peut y avoir des actions orientées vers le secteur public, le service du public, mais aussi de

manière privée comme par exemple avec les coopératives.

Nous proposons, en Argentine, que les fonds de pension privés qui réunissent l'apport des travailleurs puissent être transformés en coopérative, parce que si on les transformait en service public, ce serait l'Etat capitaliste qui les gèreraient. Alors, du point de vue des travailleurs argentins, il y a un besoin de souveraineté des travailleurs sur la gestion des ressources.

Pour terminer, je voudrais dire, qu'en Europe, il faut regarder de très près comment la propriété privée des petits rentiers argentins a été utilisée et, avec tout le respect que je vous porte, je pense que l'Europe doit se regarder dans le miroir que lui renvoie l'Argentine, l'Amérique latine et les pays du Sud en général. Par ce que l'offensive du capital ne s'arrête pas dans des pays les plus en retard.

Articuler les luttes et les perspectives

Nasser Mansouri Guilani

Centre Confédéral d'Etudes Economiques et Social (CGT)

A propos des salaires du Nord et du Sud, le problème, ce n'est pas de partager un gâteau limité entre pays européens et pays africains, mais d'agrandir le gâteau pour que tout le monde ait sa part. La solution, c'est justement la promotion de l'emploi et du social de par le monde. Il faut créer les conditions pour que les salariés africains et les salariés d'Amérique latine aient les mêmes possibilités que les salariés français. Et les conditions sociales en France aussi doivent être améliorées.

Je voudrais aborder maintenant le problème des luttes immédiates et des perspectives. Il n'y a pas de séparation entre luttes immédiates et perspectives. Par exemple, si la question des luttes immédiates, c'est tout faire pour garder nos emplois en France, alors que pendant la même période, il y a des centaines d'enfants qui meurent, c'est un véritable problème. Donc la question de l'immédiat est aussi celle de la perspective. Il faut savoir comment nous pouvons solidariser des luttes. Quel « plein emploi solidaire » dans le monde et pas seulement dans les pays développés ? Les « trente glorieuses » n'ont pas continué, parce que le plein emploi était limité à quelques pays. On ne pourra pas avoir nos retraites tranquillement en Europe alors que les gens meurent et continuent à souffrir en Afrique. Ce serait illusoire.

Les délocalisations, c'est la mise en concurrence entre les salariés au bénéfice du capital. Pour délocaliser les entreprises, le patronat le justifie souvent par la différence de coût salarial. Mais ce coût salarial est souvent marginal dans le coût global des produits, surtout dans le secteur de hautes technologies. C'est donc avant tout pour mettre en concurrence les salariés que l'on y recourt. La seule riposte, c'est la lutte solidaire.

Sur ces questions, le politique a aussi un rôle à jouer, mais en même temps, on ne peut pas se satisfaire du rôle du politique. Il ne suffit pas qu'il y ait des lois, même si, bien sûr, nous demandons des lois pour des droits nouveaux. Mais il faut surtout créer des mécanismes pour que ces droits soient réalisés, par exemple, au niveau des firmes multinationales. Des codes de bonne conduite sont insuffisants comme les labels sociaux. **Il faut créer des mécanismes concrets de contrôle et de sanctions des multinationales.**

Enfin, je suis d'accord pour travailler sur des cas concrets, comme l'Argentine. Voyons bien aussi qu'il y a d'autres cas sur lesquels il ait été nécessaire de travailler (Afrique etc.). C'est la même chose pour la question des licenciements qui dépasse largement les cas de Lu ou de Moulinex, qu'il faut bien sûr défendre, mais sans ignorer toutes les autres entreprises confrontées à ce fléau.

Desserrer les contraintes des marchés et des multinationales

Maria Angels Martinez Castell

Professeur d'économie politique à l'Université de Barcelone

Mes questions concernent le traitement passé de la dette. Celle-ci prend en otage non seulement les Etats qui ont contracté ces dettes, mais aussi les nouvelles générations de travailleurs qui arrivent sur le marché du travail. Non seulement, elle a été souvent été remboursée largement, mais elle a aussi provoqué les politiques d'ajustement qui ont mis en évidence la faiblesse de pouvoir de négociation les différentes couches de salariés, par exemple, celle des femmes travailleuses, recréant les conditions d'un nouvel esclavage de fait.

D'autre part en Espagne nous avons une situation comparable à ce qu'expliquait une camarade d'Alstom. Dans une entreprise catalane, fournisseur de l'automobile, qui veut fermer les établissements où travaillent 1 340 travailleurs dans un village où il n'existe aucun autre établissement industriel. Cela signifie non seulement le fermeture d'une entreprise, mais la pauvreté pour toute une région. Le maintien de l'entreprise, ce que je souhaite, signifiera aussi que les mairies et le gouvernement de la Province resteront les otages de cette multinationale. Ces multinationales en général tentent d'exploiter ces situations pour obtenir des aides, imposer des salaires faibles et des mauvaises conditions de travail. Il faut être conscient que les politiques des multinationales prennent en otage les autorités locales et régionales.

Autre mondialisation, salarisation de la planète et financements alternatifs

Paul Boccara

Maître de conférence honoraire à l'Université de Picardie

La proposition d'Yves Dimicoli et l'approbation de notre ami Julio Gambina, sur des interventions à propos de la rencontre à Madrid Europe-Mercosur, la réunion annuelle du FMI, et le Forum social européen qui prendrait la suite de Porto Alégre montrent que la grande question, c'est de faire avancer de nouvelles propositions. Je suis d'accord avec Julio Gambina, nous devons construire de nouveaux rapprochements, et non une centralisation bureaucratique, de nouvelles alliances, jusqu'au niveau mondial, pour une autre mondialisation.

Mondialisation, emploi et financement

A Porto Alègre, il y a eu des choses très positives, mais aussi une grande faiblesse de propositions. Le problème se pose de la jonction entre les associations, la culture, et aussi le syndicalisme, les salariés ou encore les partis politiques intéressés, sans aucune hiérarchie. Jadis, c'était les politiques qui voulaient tout diriger. Il s'agit d'organiser une véritable concertation.

Un phénomène décisif est la salarisation du monde entier, la majorité de la population du monde est maintenant urbaine ou salariée. Elle entre sur le marché du travail,

même comme chômeurs, c'est à dire de façon négative comme des masses de paysans prolétarisés ou de femmes.

Au debut de 2001, il y avait dans le monde 160 millions de chômeurs officiels et 1 des 3 milliards de la population active de la planète serait sans emploi ou sous employée selon le BIT.

Bien sûr monte désormais fortement la question de la consommation et de la nature des produits du travail salarié : problèmes de qualité, écologie santé, culture. Mais se pose aussi les questions du travail salarié, lui même, avec ses exigences nouvelles de sécurisation de l'emploi et de la formation.

Il y a tout un travail à faire pour articuler ces deux ensembles. Dans la charte de Porto Alègre, il y a des choses importantes, mais rien comme propositions sur le FMI avec seulement une dénonciation du FMI. Le crédit et la monnaie ne sont pas traités alors que l'on parle du marché financier. Pour s'émanciper du marché financier, il faut instituer un financement alternatif. Il ne suffit pas de taxer les flux financiers, comme le voyait déjà Tobin lui même. L'alternative, c'est un autre crédit, une autre utilisation de la monnaie. Le crédit et la monnaie sont aujourd'hui au service des marchés financiers et non de l'efficacité sociale et de la solidarité pour la coopération internationale. Il faudrait le mobiliser tout autrement pour l'emploi et la formation de tous les travailleurs salariés potentiels dans toutes les populations.

Ce n'est pas simplement un problème de justice, mais aussi un problème d'efficacité. L'insuffisance de la demande, mais aussi des capacités de production des populations du monde est à la base de la crise actuelle de la croissance.

De la domination des entreprises par les exigences de rentabilité à un financement alternatif

On doit considérer à la fois le niveau de l'entreprise et le niveau global. Si on ne traitait pas l'entreprise, on n'arriverait pas à construire une autre mondialisation. Mais si on ne traitait que l'entreprise, on n'y arriverait pas non plus . L'entreprise, c'est aussi le chômage, la précarité, la formation, les salaires , la qualification, le type de coopération. Les exigences sociales ne concernent pas seulement l'opposition profits-salaires, mais aussi les investissements, l'utilisation des profits, les financements, pour des êtres humains non instrumentalisés, mais leur développement, leur formation, leur emploi et leur vie.

Cela renvoie à la politique et à des transformations institutionnelles. On a évoqué les exigences de taux de profit sont trop élevés. C'est vrai, mais pourquoi sont-ils si élevés ? Parce qu il y a la pression des marchés financiers. Et si on ne s'attaque pas à cette domination des marchés financiers, il y aura toujours une concurrence pour des taux de profit "dopés " par les marchés financiers et tendant à écraser les travailleurs, malgré les effondrements périodiques. C'est pourquoi, il faudrait instituer un tout autre financement.

Une autre utilisation de l'euro et une autre alliance entre l'Union européenne et les pays en développement par un autre crédit à l'échelle mondiale

Cela nous renvoie à l'euro et au rôle de la BCE. Il ne s'agit pas de concurrencer le dollar sur le même terrain afin de rivaliser comme monnaie de réserve et pour dominer les marchés financiers. Il faut faire autre chose que ce que fait le dollar.

D'ailleurs, les Européens sont dominés, eux aussi, comme les pays en développement et les pays émergents. Si on comprend cela, on comprend le besoin d'une nouvelle alliance et d'un nouveau rapprochement entre l'Union européenne et les pays du Sud et de l'Est. Nous sommes tous dominés par le dollar. Le capital financier domine tout, mais à l'intérieur de cette domination, il y a l'hégémonie des Etats-Unis et du dollar. L'Union européenne a un chômage bien plus important, le double de celui des Etats-Unis. Et sur les stocks matériels, informationnels et humains de l'Union européenne pèse le poids des énormes exportations de capitaux des Etats-unis. Mais on peut coopérer autrement dans le monde. Il faut en finir avec la cascade des dominations. Par exemple, l'Allemagne exporte des capitaux en Espagne, mais l'Espagne exporte elle-même ses capitaux en Argentine. On peut créer un monde coopératif, différent, de partage, pour être efficace socialement.

Cela renvoie au besoin d'une autre politique de la BCE pour un autre crédit. Tout de suite, dès le niveau des entreprises en France, on peut organiser d'autres rapports avec les banques pour un autre crédit. Par exemple, on demande des interventions de fonds publics, pour bonifier les taux d'intérêt dès aujourd'hui, c'est à dire prendre en charge publiquement une partie des intérêts pour favoriser le crédit pour l'emploi et la formation. Des Conseils régionaux ont voté des propositions dans ce sens. Cela peut amorcer une autre politique de crédit et aussi pousser à une autre politique de la BCE.

Il ne s'agit pas seulement de l'emploi. On dit souvent qu'il faudrait faire comme la Réserve fédérale américaine, qui a pour mission la lutte contre l'inflation, mais aussi pour l'emploi, alors que la BCE se contente de lutter contre l'inflation, pour la stabilité de prix, sans objectif d'emploi. Cela ne suffirait pas. Il faudrait aussi favoriser massivement la formation. Cela renvoie au débat sur la compétitivité ou l'efficacité. Les Etats-unis dominent financièrement et aussi par leur avance technologique relative. En effet grâce notamment à leurs importations de capitaux du monde entier ils font d'avantage de formation, de recherche, de coopérations… Il faudrait donc favoriser la formation, mais aussi de nouvelles coopérations très hardies avec les pays émergents et en développement. Le refinancement des crédits des banques ordinaires par la BCE devraient permettre d'abaisser fortement les taux d'intérêt des crédits quand ils concernent ces objectifs.

Le renversement d'alliance, pour l'alliance Union européenne-Pays en développement et émergents, c'est la question la plus importante, y compris pour transformer le FMI. Le FMI a changé de fonction, il voulait aider à la croissance après la deuxième guerre mondiale en favorisant un crédit expansif, non lié au marché financier, pour l'accumulation de capitaux réels. Maintenant il soutient surtout les créanciers internationaux, par les conditions de ses aides aux PVD. Il doit revenir à un soutien du crédit pour l'expansion, mais pour favoriser directement l'emploi et la formation et le codéveloppement des populations.

Ainsi l'Union européenne, l'Amérique latine et les pays émergents pourraient avoir la majorité du FMI. On pourrait ainsi créer une monnaie commune mondiale à partir des DTS pour s'émanciper du dollar et soutenir un nouveau crédit.

Il y a besoin de mettre largement en débat toutes ces questions au plan international. ■